



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **BILAN DE LA PRÉSIDENTENCE SUÉDOISE DU CONSEIL, ET PERSPECTIVES POUR LA PRÉSIDENTENCE ESPAGNOLE**

**Armel Castets**

**Chef du bureau Epargne et Marché financier**

# 1. Bilan – temporaire - de la présidence suédoise

# Un agenda législatif dense sur l'Union des marchés de capitaux

- **La PSUE a hérité des travaux menés sous les présidence françaises et tchèques :**
  - **Trilogue AIFMD** : dans leurs phases conclusives ; le sujets d'attention demeurent discutés : délégation, fonds qui prêtent, services annexes ;
  - **Trilogue MiFIR** : un atterrissage toujours incertain sur la Consolidated Tape pour les actions et le PFOF ;
  - **Trilogue ESAP** : un accord est trouvé ;
  - **Trilogue CSDR** : un accord probable.
- **Les négociations au sein du Conseil :**
  - Une discussion difficile sur **EMIR** ; en particulier sur la forme que doit prendre le compte actif ;
  - Une discussion quasiment conclue sur le **Listing Act**.

## 2. La présidence espagnole, une présidence de transition?

# Des négociations difficiles et la perspective des élections européennes...

## ➤ Des négociations difficiles vont se poursuivre ou s'ouvrir sous présidence espagnole.

- Poursuite des discussions sur **EMIR** au Conseil ; le PE va adopter son rapport en juin.
- **Retail Investment Strategy**: la discussion va s'ouvrir sous présidence espagnole et probablement durer.
- A compter de juin 2023 : plus de présentation de nouvelles propositions législatives,
- Quelques priorités immédiates pour la France : i) la titrisation ; ii) la clarification de SFDR; iii) terminer les négociation MIFIR.

## ➤ Un enjeu : la préparation de l'agenda de la prochaine Commission en matière d'Union des marchés de capitaux.

- Des discussions se sont ouvertes en Eurogroupe, format inclusif.
- Plus largement, la nécessité d'un diagnostic commun sur le « mur de financement »,

# 3. Sur le plan national

# Le projet de loi industrie verte

- **Deux dispositions pour faire davantage contribuer l'épargne française au financement de la transition écologique**
  - Article 16 : le **plan d'épargne avenir climat**.
  - Articles 18 & 19 : assurer un cadre national accueillant aux **ELITF 2.0**.
  
- **Des réflexions en cours sur comment assurer l'attractivité de la cotation à Paris.**
  - Notamment en créant un régime français des droits de vote multiples (cf. Listing Act).